

DEPOT DES COMPTES ANNUELS

DATE DEPOT : 16-11-2017

N° DE DEPOT : 110675

N° GESTION : 2011B12860

N° SIREN : 532867256

DENOMINATION : QWANT

ADRESSE : 28 rue de l'Université 75007 Paris

MILLESIME : 2016

SAS QWANT

au capital de 25 058,39 euros

Siège social : 28 rue de l'Université - 75007 PARIS

532 867 256 R.C.S : paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2016



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société QWANT, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre assemblée générale. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- la continuité d'exploitation, assurée par un événement post-clôture, exposée dans les règles et méthodes de l'annexe page 8,
- les modalités d'activation et de mise en service des productions immobilisées indiquées dans l'annexe page 13,
- les modalités de traitement et les durées d'amortissements prévues des immobilisations en cours, indiquées dans l'annexe pages 8 et 9,

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

A Fleury-Les-Aubrais, le 31 mars 2017

GAMAF
Société de Commissaires Aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale d'Orléans



Christophe BEAUFILS
Commissaire aux Comptes
Chargé du mandat

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	6 506 075,82	3 393 580,91	3 112 494,91	4 604 929,59	-1 492 435
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	3 650 258,78		3 650 258,78	844 314,65	2 805 944
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage Industriels	54 992,00	16 606,17	38 385,83	46 241,83	- 7 856
Autres immobilisations corporelles	1 163 914,12	603 846,13	560 067,99	374 466,25	185 602
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	119 350,00	119 350,00			
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	302 679,02		302 679,02	3 000,00	299 679
Prêts					
Autres immobilisations financières	28 489,82		28 489,82	26 660,65	1 829
TOTAL (I)	11 825 759,56	4 133 383,21	7 892 376,35	5 899 612,87	1 782 763
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	388 643,71	50 000,00	338 643,71	3 800,00	334 844
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	8 926,40		8 926,40		8 926
. Personnel	4 540,57		4 540,57	7 299,05	- 2 758
. Organismes sociaux					
. Etat, Impôts sur les bénéfices	1 860 069,82		1 860 069,82	1 105 297,24	754 773
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	312 270,55		312 270,55	220 250,58	92 020
. Autres	232 387,89	131 807,89	100 580,00	2 100,00	98 480
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	767,19		767,19	16 373,74	- 15 607
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	106 418,05		106 418,05	193 565,58	- 87 148
TOTAL (II)	2 914 024,18	181 807,89	2 732 216,29	1 548 686,19	1 183 530
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	14 739 783,74	4 315 191,10	10 424 592,64	7 488 299,16	2 976 293

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 20 924,58)	20 924,58	20 493,31	431
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	8 712 024,59	8 110 338,67	601 686
Ecart de réévaluation			
Réserva légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-4 682 828,37	-625 790,23	-4 057 038
Résultat de l'exercice	-3 743 953,55	-4 057 038,14	313 085
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	306 167,25	3 448 003,61	-3 141 836
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques		148 046,35	- 148 046
Provisions pour charges			
TOTAL (III)		148 046,35	- 148 046
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles	453 275,57	436 102,67	17 173
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	7 005 799,13	1 090 988,83	5 914 810
. Découverts, concours bancaires	470 663,75	605 442,91	- 134 779
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	73 085,33	45 267,00	27 818
. Associés	118 022,57	133 446,70	- 15 424
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 320 397,93	1 105 408,9	214 989
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	162 707,49	94 853,09	67 854
. Organismes sociaux	324 216,74	208 257,30	115 959
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	107 904,18	2 064,00	105 840
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	3 925,00	465,00	3 460
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	73 085,00	133 510,80	- 60 426
Autres dettes	1 429,17	-3 558,00	4 987
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	10 114 511,86	3 852 249,20	6 262 263
Ecart de conversion passif (V)	3 913,53		3 914
TOTAL PASSIF (I à V)	10 424 592,64	7 448 298,16	2 976 293



Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total	
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services	509 788,92		509 788,92	101 750,00	408 039
Chiffres d'affaires Nets	509 788,92		509 788,92	101 750,00	408 039
Production stockée					
Production immobilisée			2 343 216,46	1 540 302,73	802 914
Subventions d'exploitation			150 120,00	256 666,67	-106 547
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			4 726,34	34 574,18	-29 848
Autres produits			395,91	18 508,41	-18 113
Total des produits d'exploitation (I)			3 008 247,63	1 951 801,99	1 056 446
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements					
Variation de stock (matières premières et autres approv.)					
Autres achats et charges externes			2 362 053,15	2 349 503,84	12 549
Impôts, taxes et versements assimilés			56 000,71	39 369,93	16 631
Salaires et traitements			2 571 347,72	1 805 907,61	765 440
Charges sociales			736 817,34	427 099,09	309 718
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 740 774,99	1 452 202,70	288 572
Dotations aux provisions sur immobilisations					
Dotations aux provisions sur actif circulant				95 000,00	-95 000
Dotations aux provisions pour risques et charges					
Autres charges			321 728,38	156 253,02	165 475
Total des charges d'exploitation (II)			7 788 722,29	6 325 336,19	1 463 386
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-4 780 474,66	-4 373 534,20	-406 940
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun					
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances					
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et transferts de charges			243 866,02	243 866	N/S
Différences positives de change			4 407,15	4 407	N/S
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			54,00	3 473,17	-3 419
Total des produits financiers (V)			248 327,17	3 473,17	244 854
Dotations financières aux amortissements et provisions				251 157,89	-251 158
Intérêts et charges assimilés			69 860,02	40 360,32	29 500
Différences négatives de change			4 248,60	2 462,25	1 786
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)			74 108,62	293 880,46	-219 872
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			174 218,55	-290 507,29	464 726
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-4 606 256,11	-4 864 041,49	57 785

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6 100,00		6 100	N/S
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges	148 046,35		148 046	N/S
Total des produits exceptionnels (VII)	154 146,35		154 146	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35 617,46	18 291,07	17 326	94,73
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	243 866,02		243 866	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		103 046,35	- 103 046	-100
Total des charges exceptionnelles (VIII)	279 483,48	121 337,42	158 146	130,34
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-125 337,13	-121 337,42	- 4 000	3,30
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-987 639,69	-728 340,77	- 259 299	35,60
Total des Produits (I+II+V+VII)	3 410 721,15	1 955 275,16	1 455 448	74,44
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	7 154 674,70	6 012 313,30	1 142 361	19,00
RESULTAT NET	-3 743 953,55	-4 057 038,14	313 085	7,72
Dont Crédit-bail mobilier	133 571,24		133 571	N/S
Dont Crédit-bail Immobilier				



Annexes Légales 2016

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2016 dont le total est de 10 424 592,64 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -3 743 953,55 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2015 au 31/12/2015.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Engagements financiers
- Accroissements et allègements de la dette future d'impôts
- Rémunérations des dirigeants
- Effectif moyen
- Liste des filiales et participations



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- la P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La BEI a consenti un prêt de 5M€ fin janvier 2016. Une nouvelle levée de fonds de 11,2 M€, avec l'entrée de la CDC, a été réalisée en janvier 2017. Ces deux opérations assureront la continuité d'exploitation jusqu'à la prochaine clôture.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

Immobilisations incorporelles

Tous les frais de constitution, de premier et second établissements, d'augmentation de capital et opérations diverses sont passés en charges sur l'exercice où ils sont engagés.

- Concessions, brevets et droits similaires

Ce poste comprend notamment les brevets et noms de domaine acquis, immobilisés conformément à la réglementation, ainsi que des dépôts de marques auprès des organismes légaux et administratifs en vue de protéger la propriété de ces noms par la Société.

La durée de consommation des avantages économiques qui en sont attendus n'étant pas déterminable à l'acquisition, ces frais de dépôt de marque et d'acquisition de noms de domaine constituent des immobilisations incorporelles non amortissables (Avis CNC n° 2002-07 ; §1.1).

Il comprend aussi des logiciels de gestion (comptabilité et paye) acquis auprès de l'éditeur. Il fait l'objet d'un amortissement à compter de sa date d'acquisition (PCG, art. 331-3 I), sur une durée d'utilisation réelle estimée à 12 mois.

Un logo a été mis en service en 2014. Il contribue, avec d'autres dépenses, au développement de l'image de marque de Qvant.

Enfin, le poste comprend plusieurs développements informatiques mis en service.

Chaque actif est valorisé à son coût de production, c'est-à-dire la somme des dépenses pouvant lui être directement attribué et qui sont nécessaires à la création, la production et la préparation de l'actif afin qu'il soit en mesure de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction (PCG, art. 321-17). Sont donc à prendre en compte dans les immobilisations en cours les coûts :

- de conception détaillée (analyse organique),
- des prestataires techniques ayant contribué au développement et au design des 4 actifs technologiques,
- des salariés spécifiquement affectés à la phase de développement du site : salaires bruts, charges sociales et fiscales,
- de dépôt des brevets,

En sont donc exclus, les coûts indirects liés au fonctionnement de l'entreprise.

- **Immobilisations en cours**

Le compte « Immobilisations en cours » a pour objet de faire apparaître la valeur des immobilisations non terminées à la fin de l'exercice.

Le compte « Immobilisations en cours » comprend quatre actifs technologiques distincts :

Qwant B2C : il s'agit du moteur de recherche grand public en cours de développement. Son amortissement débutera à compter de la mise en ligne publique du site Qwant.com. Les modules en cours de développement à la clôture correspondent principalement au développement de la V3 de Qwant. Ils seront amortis sur une durée de 5 ans, qui correspond au délai estimé d'obsolescence des technologies utilisées.

Qwant B2B : il s'agit des outils de veille et d'identification de prospects mis à disposition des entreprises. Leur amortissement débutera à compter de leur commercialisation. Les modules en cours de développement correspondent à des applications de recherche (API). Ils seront amortis sur une durée de 5 ans, qui correspond au délai estimé d'obsolescence des technologies utilisées.

Qwant B2B-B2C : il s'agit du socle technologique commun au moteur de recherche grand public et aux outils à destination des entreprises. Son amortissement débutera au moment de son utilisation commerciale, c'est-à-dire à la date la plus tôt entre la mise en ligne du site Qwant.com et la commercialisation des outils à destination des entreprises. Il sera amorti sur une durée de 5 ans, qui correspond au délai estimé d'obsolescence des technologies utilisées.

QWANT Social Pleyer : il s'agit d'un outil de communication prêt à fonctionner mais dont le lancement public interviendra postérieurement au lancement des deux offres Qwant explicitées ci-dessus. Il sera amorti à compter de sa mise en service. Il sera amorti sur une durée de 5 ans, qui correspond au délai estimé d'obsolescence des technologies utilisées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Agencements, aménagements, installations	de 03 à 10 ans
Matériel de bureau et Informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placements.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Primes liées au capital

Les primes d'émission figurant au bilan représentent la différence entre la valeur nominale des actions émises et le montant des apports reçus en numéraire lors de l'émission de ces actions.

Sont portés aussi dans ces postes :

- les Bons de Souscription d'Actions ;
- les Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise émis par la société ;
- la prime d'émission d'action consécutive à la conversion des obligations.

Revenus

En 2016, le chiffre d'affaires est principalement issu de la vente de bandeaux publicitaires.

En 2015, le chiffre d'affaires est principalement lié à la mise en place de prestation dédiées : d'une part d'analyse de données web et de mise en place de correctifs ou de recommandations en fonction des besoins de nos clients et d'autre part à des analyses de données liées aux problématiques marketing direct des clients de la société.

Comptabilisation, présentation du CICE

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013).

Ce CICE se traduit par un produit d'exploitation et une créance vis-à-vis de l'Etat de 34 893 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- de formation et de recrutement
- et de reconstitution de leur fonds de roulement.

Engagements de retraite

Les engagements ne sont pas considérés comme significatifs à ce jour et ne sont pas valorisés par conséquent.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDÈLE***Evénements significatifs intervenus au cours de l'exercice***

L'exercice clos le 31 décembre 2016 a été marqué par les faits suivants :

- Le 29 janvier 2016, la Société a obtenu de la BEI le versement de la première tranche du prêt consenti le 23 décembre 2015, pour un montant de 5.000.000 €.
- La Société a lancé en juin 2016, Qwant Musique eu Midem de Cannes et le browser Qwant-Firefox en juillet 2016.
- A la fin du mois de juillet 2016, et en application du contrat que la Société a passé avec la société Microsoft, la Société a commencé la mise en place d'annonces publicitaires au-dessus des résultats de recherches. Les revenus publicitaires mensuels à fin décembre 2016 représentaient déjà 100.000 US \$.
- En septembre 2016, est entrée en vigueur la convention signée le 22 juillet 2016 avec l'Académie de Versailles permettant à l'ensemble des écoles de l'Académie de bénéficier du moteur de recherches.
- Le 22 décembre 2016, un protocole d'accord a été signé entre la Société et la Caisse des Dépôts et Consignations et ses principaux actionnaires, prévoyant un investissement d'un montant total de 18.613.113,90 € par la souscription d'une augmentation de capital de la Société, cette augmentation de capital étant essentiellement réalisée par la Caisse des Dépôts et Consignations, par la société Axel Springer Digital Ventures GmbH, par Monsieur Alberto Chalon et enfin par Eric Léandri, Quartz Investissements et Pertimm.

Le développement du chiffre d'affaires, grâce notamment à ce financement et à une campagne publicitaire prévue à court terme, vont permettre d'assurer la continuité d'exploitation de la Société.

Evénements postérieurs à la clôture

Le 23 janvier 2017, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 19.475 BSA au profit de société Axel Springer Digital Ventures GmbH.

Au cours de l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2017, les associés ont :

- constaté l'augmentation du capital social de la société du fait des exercices de BSA et BSPCE intervenus en janvier 2017,
- modifiés la dénomination des actions ordinaires de la Société,
- créé 6 catégories d'actions de préférence, les actions AO2, les actions A1, les actions A2, les actions B1, les actions B2 et enfin les actions EIB,
- converti 105.079 AO1 en actions AO2,
- converti 510.625 actions de préférence de catégorie B en actions AO2,
- converti 262.314 actions AO1 en actions A1,
- converti 127.576 actions de préférence de catégorie B en actions A2,
- augmenté le capital de la Société d'un montant global de 4.013,81 € par création d'actions nouvelles au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'Axel Springer Digital Ventures GmbH, d'Alberto Chalon, de Vittorio Chalon, de Pertimm, d'Eric Léandri, et de Quartz Investissements,
- émis 265.653 BSA tranche 2 exerçable entre le mois de novembre 2017 et le mois la fin du mois de janvier 2018 au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- émis 401.381 BSA rattachés au profit des personnes ayant participé à l'augmentation de capital sus-mentionnée,
- accordé une délégation de compétence au Président à l'effet d'attribuer des BSA-janvier 2017, des BSPCE-janvier 2017, des AGA-2017 et des options-2017 donnant droit globalement à la souscription d'un nombre maximum de 202.798 actions ordinaires.
- Emis 102.500 BSA-BEI 2 au profit de la Banque Européenne d'Investissement,
- Emis 210.594 BSA relatifs au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- Emis 45.168 BSA relatifs au profit d'Axel Springer Digital Ventures GmbH,
- Modifié les termes et conditions des BSA-BEI émis le 25 janvier 2016,
- Modifié les statuts en fonction des décisions précédentes.

Les augmentations de capital mentionnées ci-avant ont été réalisées, et de ce fait, le capital a atteint, ce jour, la somme de 25 058,39€.

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	7 259 050		3 148 625
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	54 992		
Autres installations, agencements, aménagements	10 400		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	818 768		334 746
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	884 160		334 746
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	363 216		
Autres titres immobilisés	3 000		299 679
Prêts et autres immobilisations financières	26 661		1 829
TOTAL	392 877		301 508
TOTAL GENERAL	8 536 087		3 784 879

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Rév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	251 340		10 156 335	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels			54 992	
Autres installations, agencements, aménagements			10 400	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			1 153 514	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			1 218 906	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		243 866	119 350	
Autres titres immobilisés			302 679	
Prêts et autres immobilisations financières			28 490	
TOTAL		243 866	450 519	
TOTAL GENERAL	251 340	243 866	11 825 760	

- Mises en service

En 2016, les seules mises en service concernent le B2B et l'application I-Phone.

En B2B, la société continue à mettre en service des nouveaux modules pour ses clients et partenaires (OGC Nice, Unicef, -Alout France et Medef).

Le partie Mobile a été intégralement mise en service au 31 décembre 2016 avec la sortie de l'application Qwant pour I-Phone.

Pour mémoire, en 2015, la société a mis en service plusieurs modules ou applications de recherche finalisées et opérationnelles. Les dates de début des amortissements correspondent bien aux dates de mise en service.

En B2B, la société a mis en service pour ses clients/partenaires des nouvelles versions des modules de collecte et d'analyse de graphe social intégrant l'anonymisation, et ce afin de pouvoir fournir des prédictions de comportements d'achat sur la base des informations sociales du Web et des réseaux sociaux.

En B2C ont été mis en ligne les interfaces utilisateurs de QWANT V3 et de QWANT Junior, ainsi que la fonction d'auto-complétion (outil d'aide à la saisie par suggestion d'une liste de mots).

En B2B2C de nouvelles versions des algorithmes de crawl (robot d'indexation) et d'indexation (optimisation des index) ont été mis en service. Ils ont été utilisés pour effectuer les crawls pour QWANT Music et QWANT Junior et produire les index respectifs. Egalement les algorithmes et l'architecture de traitement des news ont été renforcés.

En ce qui concerne Qwant social, une version du module a été adaptée pour une des majors de la musique dans le cadre d'un de ses partenariats. La montée en charge lors de l'opération a permis d'identifier plusieurs points d'amélioration.

- Développements en cours

En 2016, les principaux développements en cours sont les suivants :

Pour le B2C, les efforts de la Société se sont concentrés sur l'optimisation du moteur de recherche avec notamment :

- La détection et la prise en compte des langues régionales
- L'optimisation de la gestion des contenus illicites (projet Pharos du ministère de l'intérieur)
- La mise en place d'outil de communication dynamique sur la page d'accueil Qwant ainsi que l'implémentation d'outil de regroupement de ces services
- Les algorithmes liés aux crawls (robots d'indexation) et aux indexations ont été optimisés pour la mise en place d'une version v2 en janvier 2017.
- le module « news » a été également revu avec un développement lié à la détection de nouvelles « news » et leurs analyses afin de prioriser leur classement.

Pour le B2B, les développements de 2016 non mis en service concernent les optimisations de crawls (robots d'indexation) et d'index ainsi que les outils de test de validation et de compilation de code (commun au B2C).

Pour le B2B2C, les modules Qwant Music, Instant Answer Artist et Qwant Shopping ont été intégralement développés en 2016. La mise en production a eu lieu en janvier 2017.

Pour mémoire en 2015, les principaux développements en cours sont les suivants :

Pour le B2B :

- Finalisation des modules de collecte et d'analyse de graphe social et d'anonymisation
- Développement d'API (interface de programmation applicative)

Pour le B2B2C :

- Amélioration de l'infrastructure d'index du Web généraliste, de l'éducation, de la musique et d'autres thèmes verticaux, ainsi qu'à l'international
- Optimisation des mécanismes de classement des résultats
- Développement la plateforme QWANT fédérant les partenaires et l'écosystème Qwant.

Pour le B2C :

- Poursuite du développement de QWANT, QWANT Junior et QWANT Music et développement de nouveaux verticaux
- Lancement de nouvelles applications de recherche (liée à la cartographie sur le web)
- Monétisation de QWANT avec la publicité. Au moment de sa mise en service, chaque actif technologique passera d'un compte 232 (immobilisation en cours) à un compte 205 (logiciel faisant partie d'un projet de développement).

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	1 809 806	1 583 775		3 393 581
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	8 750	7 856		16 606
Installations générales, agencements divers	10 400			10 400
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	444 302	149 144		593 446
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	463 452	157 000		620 452
TOTAL GENERAL	2 273 258	1 740 775		4 014 033

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	1 583 775				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 856				
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	149 144				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	157 000				
TOTAL GENERAL	1 740 775				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				



Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	53 114		53 114	
	94 932		94 932	
TOTAL Provisions	148 046		148 046	
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	363 216		243 866	119 350
	50 000			50 000
	131 808			131 808
TOTAL Dépréciations	545 024		243 866	301 158
TOTAL GENERAL	693 070		391 912	301 158
Dont dotations et reprises :				
- d'exploitation				
- financières			243 866	
- exceptionnelles			148 046	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.



Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	28 490		28 490
Clients douteux ou litigieux	50 000	50 000	
Autres créances clients	338 644	338 644	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 541	4 541	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	1 860 070	1 860 070	
- T.V.A	312 271	312 271	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	21 000	21 000	
- Divers	779	779	
Groupe et associés	133 809	133 809	
Débiteurs divers	85 728	85 786	
Charges constatées d'avance	106 418	106 418	
TOTAL GENERAL	2 941 747	2 913 257	28 490
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	453 276	453 276		
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	470 664	470 664		
- plus d'un an	7 005 799	892 391	5 763 409	350 000
Emprunts et dettes financières divers	73 085	73 085		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 320 398	1 320 398		
Personnel et comptes rattachés	162 707	162 707		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	324 217	324 217		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	107 904	107 904		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	3 925	3 925		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	73 085	73 085		
Groupe et associés	118 023	118 023		
Autres dettes	1 429	1 429		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	10 114 512	4 001 103	5 763 409	350 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice	6 867 037			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 090 997			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	3 596
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	77 579
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	81 175

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	29 673
Emprunts et dettes financiers divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	139 587
Dettes fiscales et sociales	232 254
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	401 513

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	106 418	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	106 418	



COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**Capital et primes**

A la clôture de l'exercice, le capital social se compose de 1 454 257 actions de catégorie 1 entièrement libérées au nominal de 0,01 € et 638 201 actions de catégories 2 (droit de vote double) entièrement libérées au nominal de 0,01 €, soit au total 2 092 458 actions.

L'évolution du nombre et de la valeur des actions depuis le 31 décembre 2015, ainsi que celle du montant du capital et de la prime d'émission est donnée dans le tableau suivant :

	Nombre d'actions	Nominal	Capital	Prime d'émission	Prime d'émission Conv d'oblig	BSA	BSPCE
31 décembre 2015	2 049 331	0,01	20 493	7 123 940	911 088	7 469	67 841
BSPCE janvier 2012 - 1	4 667	0,01	47	0	0	0	0
BSA février 2013 - 3	1 000	0,01	10	990	0	0	0
BSA février 2013 - 400000 (20)	14 554	0,01	146	290 934	0	0	0
BSPCE novembre 2014	4 000	0,01	40	53 560	0	0	0
BSA novembre 2014	2 606	0,01	26	34 894	0	733	0
BSA novembre 2014 Axel Springer	0	0,01	0	0	0	468	0
BSA BEI	0	0,01	0	0	0	0	0
BSA janvier 2016	0	0,01	0	0	0	625	0
BSPCE janvier 2016	16 300	0,01	163	218 257	0	0	1 007
BSA Janvier 2016 AS	0	0,01	0	0	0	217	0
Réaffectation *	0	0,01	0	66 950	0	0	-66 950
Total mouvements de l'exercice	43 127	0	432	665 586	0	2 043	-65 943
31 décembre 2016	2 092 458	0,01	20 925	7 789 526	911 088	9 513	1 898

* Correction d'une erreur d'affectation en 2013

L'évolution du capital social au cours de l'exercice s'explique par l'exercice d'un certain nombre de BSA et de BSPCE.

Primes liées au capital social

A l'issue des mouvements intervenus sur les capitaux propres, le poste primes d'émission se décompose en :

- Primes d'émission d'actions	7 789 526 €
- Prime de conversion d'obligations en actions	911 088 €
- Primes liées au capital social - prix émission des BSA	9 513 €
- Primes liées au capital social - prix émission des BSPCE	1 898 €

Bons de souscription

Les actionnaires ont voté au cours de l'assemblée générale du 9 janvier 2012 l'adoption d'un plan de bons de souscription d'actions (BSA) et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE). L'intégralité des bons votés dans le cadre de ce plan ont été attribués en totalité.

Les actionnaires ont voté au cours de l'assemblée générale du 27 septembre 2012 l'adoption d'un plan de bons de souscription d'actions (BSA) et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE). L'intégralité des bons votés dans le cadre de ce plan ont été attribués au 31 décembre 2012 : 80 000 BSA et 85 000 BSPCE.

Les actionnaires ont voté au cours de l'assemblée générale du 31 janvier 2013 à autoriser le président à émettre des plans de bons de souscription d'actions (BSA). En vertu de cette autorisation, le président a émis 11 plans dont les caractéristiques sont reprises dans le tableau présentant les plans et leur impact potentiel en matière de dilution.

Les actionnaires ont voté lors de l'assemblée générale du 18 juillet 2014 l'adoption d'un nouveau plan de BSA réservé au nouvel actionnaire entré au capital à cette occasion, Axel Springer.



Le 15 novembre 2015, le Président a, en vertu des délégations de compétence qui lui avaient été consenties par l'assemblée générale du 8 décembre 2014,

- Émis 116.000 BSPCE au profit de salariés et de dirigeants de la Société.
- Émis 75.539 BSA au profit de certaines personnes.
- Émis 47.855 BSA au profit de la société Axel Springer Digital Ventures GmbH.

Au cours de l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016, les associés ont :

- émis 325.921 bons de souscription d'actions au profit de la BEI (les « BSA-BEI ») ;
- supprimé le droit préférentiel de souscription des associés relativement à l'émission des BSA-BEI ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet d'émettre soixante-deux mille cinq cents (62.500) bons de souscription d'actions (les « BSA-janvier 2016 ») au profit de personnes dénommées ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés relativement à l'émission des soixante-deux mille cinq cents (62.500) BSA-janvier 2016 ;
- donné délégation de compétence par l'assemblée générale au Président à l'effet d'émettre cent deux mille deux cents (102.200) bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (les « BSPCE-janvier 2016 ») au profit de personnes dénommées ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés relativement à l'émission des cent deux mille deux cents (102.200) BSPCE-janvier 2016 ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet d'émettre quarante et un mille cent soixante-quinze (41.175) bons de souscription d'actions au profit de la société AXEL SPRINGER DIGITAL VENTURES GmbH (les « BSA-JANVIER 2016-AS ») ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés relativement à l'émission des quarante et un mille cent soixante-quinze (41.175) BSA-JANVIER 2016-AS au profit de la société AXEL SPRINGER DIGITAL VENTURES GmbH ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet de prolonger pour une durée de trois ans, jusqu'au 3 juin 2019, le délai d'exercice des cent mille (100.000) bons de souscriptions d'actions à 30 € (les « BSA février 2013-400.000-30 ») exerçables sur trois ans, qui ont été émis conformément à la délégation de compétence accordée lors de l'assemblée générale du 31 janvier 2013 au Président, par une décision du 3 juin 2013 ;

Le 1er juin 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 10 300 BSPCE au profit de Monsieur Remy BOURGANEL, salarié de la Société.

Le 20 juillet 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 14.000 BSPCE au profit de salariés de la Société.

Le 19 septembre 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 62.500 BSA au profit de certaines personnes.

Le 19 septembre 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 21.700 BSA au profit de la société Axel Springer Digital Ventures GmbH.

Le 28 septembre 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 77.900 BSPCE au profit de salariés de la Société.

Obligations Convertibles

Les actionnaires ont voté au cours de l'assemblée générale du 27 septembre 2012 l'autorisation au Président d'émettre un maximum de 150 000 000 d'obligations convertibles d'une valeur de 0,01 €. Au 31 décembre 2012, date limite de souscription à l'emprunt obligataire, 91 200 000 obligations convertibles ont été souscrites. Elles portent un intérêt de 7% annuel et pouvaient être converties en action au 31 janvier 2013. La conversion est de 1 action pour 1 000 obligations convertibles, soit un prix d'émission de 10€ Euros par action, qui se décompose en 0,01 € de capital et 9,99 € de prime d'émission.

L'ensemble des Obligations Convertibles émises en 2012 ont été converties en action le 31 janvier 2013. Le capital a été augmenté de 912 000 Euros puisque la conversion était de 1 action pour 1000 obligations de 0,01 € et la différence de 12.415,33 € a été portée en prime d'émission.



Plan d'option émis au 31 décembre 2015 et dilution potentielle

Le tableau reprend les plans qui ont encore un impact dilutif au 31 décembre 2016.

Plan	BSA janvier 2012	BSA février 2013 - 400000 (20)	BSA février 2013 - 400000 (30)	BSA février 2013 - 400000 (40)	BSA février 2013 - 400000 (50)
Titres émis	20 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Titres souscrits	20 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Titres exercés	6 573	14 554	0	0	0
Titres annulés	0	0	0	0	0
Titre en circulation	13 427	85 446	100 000	100 000	100 000
Prix de souscription	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Prix d'exercice	0,01	20	30	40	50
Dilution potentielle en €	134 €	854 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Dilution potentielle en %	0,64%	4,08%	4,78%	4,78%	4,78%

Plan	BSA June 2014 54590	BSPCE novembre 2014	BSA novembre 2014	BSA novembre 2014 Axel Springer	BSA BEI
Titres émis	54 590	116 000	75 539	47 855	325 921
Titres souscrits	54 590	116 000	75 539	47 855	325 921
Titres exercés	27 525	9 000	2 606	0	0
Titres annulés	0	2 000	2 250	1 032	0
Titre en circulation	27 065	105 000	70 683	46 823	325 921
Prix de souscription	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Prix d'exercice	*	13,4	13,4	*	0,01
Dilution potentielle en €	271 €	1 050 €	707 €	468 €	3 259 €
Dilution potentielle en %	1,29%	5,02%	3,38%	2,24%	15,58%

Plan	BSA janvier 2016	BSPCE janvier 2016	BSA Janvier 2016 AS	Total
Titres émis	62 500	102 200	41 175	1 245 780
Titres souscrits	62 500	102 200	21 700	1 226 305
Titres exercés	0	16 300	0	76 558
Titres annulés	0	0	0	5 282
Titre en circulation	62 500	85 900	21 700	1 144 465
Prix de souscription	0,01	0,01	0,01	0,01
Prix d'exercice	13,4	13,4	13,4	N/A
Dilution potentielle en €	625 €	859 €	412 €	11 639
Dilution potentielle en %	2,99%	4,11%	1,97%	55,63%

* Le prix d'exercice de ces options est calculé sur la base de la moyenne des prix d'exercice des autres BSA exercés.

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	509 789
TOTAL	509 789

Répartition par marché géographique	Montant
France	19 451
Etranger	490 338
TOTAL	509 789

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-4 606 256	987 640
Résultat exceptionnel (et participation)	-125 337	
Résultat comptable	-3 743 954	

Crédit-bail mobilier

	Installations Matériel Outilage	Autres	Total
Valeur d'origine		913 285,78	
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Dotations de l'exercice		167 475,82	
TOTAL		167 475,82	
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Exercice		133 571,24	
TOTAL		133 571,24	
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus		266 091,24	
- à plus d'un an et cinq au plus		549 673,72	
- à plus de cinq ans			
TOTAL		815 764,96	
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus		5 078,46	
- à plus de cinq ans			
TOTAL		5 078,46	
Montant pris en charge dans l'exercice		133 571,24	

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
ACCROISSEMENTS	
Provisions réglementées :	
Ecart de conversion passif	3 914
Autres :	
TOTAL	3 914
Allègements de la dette future d'impôts	
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
Autres :	
TOTAL	
Nature des différences temporaires	
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	11 663 645
Moins-values à long terme	

Rémunérations des dirigeants

	Montant
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES : - des organes d'administration - des organes de direction - des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	39,6
Agents de maîtrise et techniciens	
Employés	8,8
Ouvriers	
TOTAL	48,4

SUBVENTIONS ET AVANCES REMBOURSABLES

En 2014, la BPI avait accordé à Qwant un prêt à taux 0 en vue de financer le développement de modules complémentaires du moteur de recherche. Qwant avait successivement perçu 350 000 euros et 100 000 euros en 2014 et 2015. Un premier remboursement de 18 750 euros est intervenu en 2016. Les remboursements vont se poursuivre jusqu'en septembre 2019.

La société avait reçu de BPI un préfinancement de son CIR 2013 à hauteur de 293 339 euros. Ce préfinancement a été remboursé en janvier 2016.

La BPI et la région PACA ont conjointement accordé à Qwant un prêt à taux 0, ou Avance Récupérable, en vue de financer le développement d'un module de mise en avant de l'offre touristique en région PACA. Au 31 décembre 2014, Qwant avait perçu 350 000 euros. Un solde de 150 000 euros a été perçu en 2017. Les deux montants devaient être remboursés de mars 2019 à mars 2022.

La COFACE a accordé un contrat d'assurance pour la prospection à l'exportation. En fonction des résultats obtenus, tout ou partie des sommes perçues pourrait être *in fine* remboursées. Les 34 200 euros perçus en septembre 2015 sont considérés comme définitivement acquis et ont été constatés en produit sur 2016. Les 39 000 euros perçus en juillet 2016 sont toujours considérés comme une avance remboursable au 31 décembre 2016.

Dans le cadre d'un appel à projet à sur la protection des données personnelles numériques, la BPI a accordé le 21 septembre 2016 une subvention pouvant aller jusqu'à 200 475 euros, conditionnée à la remise de livrables. Une avance de 60 142 euros a été versée à la société le 12 octobre 2016.

Dans le cadre d'un second appel à projet à sur la protection des données personnelles numériques, la BPI a accordé en octobre 2016 une subvention pouvant aller jusqu'à 115 927 euros, conditionnée à la remise de livrables. Une avance de 34 778 euros a été versée à la société en décembre 2016.

La société a reçu 17 500 de l'Association Nationale Recherche Technologie ; Il s'agit d'une subvention dans le cadre d'une collaboration laboratoire / entreprise pour l'emploi d'un salarié.

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
Social Ventures	171 500	-235 854,34	35%	119 350	0	131 957,89		0	NC	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Les comptes de la société Social Ventures ne sont pas arrêtés à ce jour.

QWANT

Société par actions simplifiée au capital de 25.058,39 euros

Siège Social: 28 rue de l'Université - 75007 Paris

532 867 256 RCS Paris

(la « Société »)

**PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE
DES ASSOCIES
DU 15 MAI 2017**

L'an 2017, le 15 mai à 15 heures,

Les associés de la Société, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire au siège de la Société, 26, Rue de l'Université – 75007 Paris, sur convocation du président de la Société (le « **Président** ») effectuée conformément aux statuts de la Société (les « **Statuts** »).

Il a été dressé une feuille de présence qui a été signée par chaque associé en entrant en séance, tant en son nom propre qu'en qualité de mandataire, et par les membres du bureau. Les pouvoirs des associés représentés ont été annexés à la feuille de présence.

L'assemblée générale est présidée par Monsieur Éric LEANDRI, en sa qualité de Président.

Monsieur Alberto Chalon est désigné comme Secrétaire.

Le Président indique :

- que le capital de la société est de vingt-cinq mille cinquante-huit euros et trente-neuf euros (25.058,39 €) réparti en deux millions cinq cent cinq mille huit cent trente-neuf (2.505.839) actions d'un centime d'euro (0,01 €) de valeur nominale chacune, dont :
- un million quatre-vingt-dix-huit mille huit cent soixante-quatre (1.098.864) actions ordinaires AO1, deux cent soixante-deux mille trois cent quatorze (262.314) actions de préférence A1 et deux cent soixante-neuf mille quatre cent soixante-six (269.466) actions de préférence B1, soit au total un million six cent trente mille six cent quarante-quatre (1.630.644) actions à vote simple ;

Et

- six cent quinze mille sept cent quatre (615.704) actions AO2, cent vingt-sept cinq cent soixante-seize (127.576) actions A2, et cent trente et un mille neuf cent quinze (131.915) actions B2, soit au total huit cent soixante-quinze mille cent quatre-vingt-quinze (875 195) actions à vote double,
- que la feuille de présence, certifiée exacte par le Président, permet de constater que les associés présents ou représentés possèdent deux millions quatre cent soixante-deux mille huit cent quatre-vingt-seize (2.462.896) actions et trois millions trois cent trente huit mille quatre-vingt-onze (3.398.091) droits de vote,

- Qu'en conséquence les associés présents et représentés représentant 98,29 % du capital et 98,73 % des droits de vote de la Société, l'assemblée générale est régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le commissaire aux comptes de la Société, la société GAMAF, représenté par Monsieur Christophe BEAUFILS, régulièrement convoqué, est absent et excusé.

Le Président dépose sur le bureau et met à la disposition des membres de l'assemblée :

- les avis de convocation, à savoir les copies des convocations adressées à tous les associés et au commissaire aux comptes ;
- la feuille de présence à l'assemblée, à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés par des mandataires ;
- les Statuts actuels ;
- le rapport du Président sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- le rapport général du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- le rapport spécial du commissaire aux comptes sur les conventions réglementées ;
- la liasse fiscale et ses annexes ;
- le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée générale.

Le Président déclare que l'assemblée générale a été convoquée conformément aux prescriptions légales, réglementaires et statutaires applicables et que les documents et renseignements prévus par les dispositions légales, réglementaires et statutaires applicables ont été adressés aux associés et au commissaire aux comptes ou tenus à leur disposition au siège social de la Société dans les délais fixés par lesdites dispositions.

Le Président rappelle à l'assemblée générale qu'elle est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

- lecture du rapport du Président sur l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- lecture du rapport général du commissaire aux comptes, sur les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ;
- approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016,
- approbation des charges non déductibles,
- affectation du résultat,
- lecture du rapport spécial établi par le Commissaires aux Comptes sur les conventions visées aux articles L 227-10 et suivants du Code de Commerce,
- approbation des conventions régies par l'article L 227-10 du Code de Commerce,
- quitus au Président ;
- désignation d'un nouveau commissaire aux comptes,
- pouvoirs ;
- questions diverses.

Puis le Président fait un rapport sur la situation de la Société.

La discussion générale est ouverte. Personne ne demandant plus la parole, les résolutions suivantes sont successivement mises au vote :

PREMIERE RESOLUTION : APPROBATION DES COMPTES ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2016

L'assemblée générale des associés après avoir entendu la lecture du rapport du Président et du rapport du commissaire aux comptes, approuve les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2016.

Cette résolution est mise aux voix :

Total des votes pour : 3.338.091 Total des votes contre : 0 Total des abstentions : 0

Cette résolution est adoptée.

DEUXIEME RESOLUTION : APPROBATION DES CHARGES NON DEDUCTIBLES

L'assemblée générale des associés approuve le montant des dépenses et charges non déductibles encourues.

Cette résolution est mise aux voix :

Total des votes pour : 3.338.091 Total des votes contre : 0 Total des abstentions : 0

Cette résolution est adoptée.

TROISIEME RESOLUTION : AFFECTATION DU RESULTAT

L'assemblée générale décide d'affecter la perte de – 3.743.953,55 euros (moins trois millions sept cent quarante-trois mille neuf cent cinquante-trois euros et cinquante-cinq centimes) au poste « report à nouveau ».

Cette résolution est mise aux voix :

Total des votes pour : 3.338.091 Total des votes contre : 0 Total des abstentions : 0

Cette résolution est adoptée.

**QUATRIEME RESOLUTION : APPROBATION DES CONVENTIONS REGIES L'ARTICLE L 227-10 DU CODE DE
COMMERCE**

L'assemblée générale des associés après avoir entendu la lecture du rapport spécial du commissaire aux comptes, sur les conventions visées aux articles L 227-10 et suivants du Code de Commerce, approuve les conventions qui lui sont présentées.

Cette résolution est mise aux voix :

Total des votes pour : 3.338.091 Total des votes contre : 0 Total des abstentions : 0

Cette résolution est adoptée.

CINQUIEME RESOLUTION : DESIGNATION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

L'assemblée générale des associés désigne en qualité de commissaire aux comptes titulaire, la société Ernst & Young Audit dont le siège est situé 1-2 place des Saisons à 92037 Paris-La Défense Cedex et ce pour une période de 6 exercices.

Cette résolution est mise aux voix :

Total des votes pour : 3.338.091 Total des votes contre : 0 Total des abstentions : 0

Cette résolution est adoptée.

SIXIEME RESOLUTION : QUITUS AU PRESIDENT

L'assemblée générale donne quitus au Président au titre de sa gestion arrêtée au 31 décembre 2016.

Cette résolution est mise aux voix :

Total des votes pour : 3.338.091 Total des votes contre : 0 Total des abstentions : 0

Cette résolution est adoptée.

SEPTIEME RESOLUTION : POUVOIRS

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait des présentes pour effectuer toutes formalités légales et mettre en œuvre les décisions visées aux résolutions qui précèdent.

Cette résolution est mise aux voix :

Total des votes pour : 3.338.091 Total des votes contre : 0 Total des abstentions : 0

Cette résolution est adoptée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne demandant plus la parole, le Président déclare la séance levée à 16 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président et un associé.



Le Président



Alberto Chalon

SAS QWANT

au capital de 25 058,39 euros

Siège social : 28 rue de l'Université - 75007 PARIS

532 867 256 R.C.S : paris

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2016



Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels Exercice clos le 31 décembre 2016

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2016, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société QWANT, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre assemblée générale. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les points suivants :

- la continuité d'exploitation, assurée par un événement post-clôture, exposée dans les règles et méthodes de l'annexe page 8,
- les modalités d'activation et de mise en service des productions immobilisées indiquées dans l'annexe page 13,
- les modalités de traitement et les durées d'amortissements prévues des immobilisations en cours, indiquées dans l'annexe pages 8 et 9,

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III - Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

A Fleury-Les-Aubrais, le 31 mars 2017

GAMAF
Société de Commissaires Aux Comptes
Inscrite à la Compagnie Régionale d'Orléans



Christophe BEAUFILS
Commissaire aux Comptes
Chargé du mandat

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort. prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	6 506 075,82	3 393 580,91	3 112 494,91	4 604 929,59	-1 492 435
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	3 650 258,78		3 650 258,78	844 314,65	2 805 944
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage Industriels	54 992,00	16 606,17	38 385,83	46 241,83	- 7 856
Autres immobilisations corporelles	1 163 914,12	603 846,13	560 067,99	374 466,25	185 602
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	119 350,00	119 350,00			
Créances rattachées à des participations					
Autres titres immobilisés	302 679,02		302 679,02	3 000,00	299 679
Prêts					
Autres immobilisations financières	28 489,82		28 489,82	26 660,65	1 829
TOTAL (I)	11 825 759,56	4 133 383,21	7 892 376,35	5 899 612,87	1 782 763
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	388 643,71	50 000,00	338 643,71	3 800,00	334 844
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs	8 926,40		8 926,40		8 926
. Personnel	4 540,57		4 540,57	7 299,05	- 2 758
. Organismes sociaux					
. Etat, Impôts sur les bénéfices	1 860 069,82		1 860 069,82	1 105 297,24	754 773
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	312 270,55		312 270,55	220 250,58	92 020
. Autres	232 387,89	131 807,89	100 580,00	2 100,00	98 480
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement					
Disponibilités	767,19		767,19	16 373,74	- 15 607
Instruments de trésorerie					
Charges constatées d'avance	106 418,05		106 418,05	193 565,58	- 87 148
TOTAL (II)	2 914 024,18	181 807,89	2 732 216,29	1 548 686,19	1 183 530
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	14 739 783,74	4 315 191,10	10 424 592,64	7 488 299,16	2 976 293

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 20 924,58)	20 924,58	20 493,31	431
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	8 712 024,59	8 110 338,67	601 686
Ecart de réévaluation			
Réserva légale			
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	-4 682 828,37	-625 790,23	-4 057 038
Résultat de l'exercice	-3 743 953,55	-4 057 038,14	313 085
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	306 167,25	3 448 003,61	-3 141 836
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques		148 046,35	- 148 046
Provisions pour charges			
TOTAL (III)		148 046,35	- 148 046
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles	453 275,57	436 102,67	17 173
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	7 005 799,13	1 090 988,83	5 914 810
. Découverts, concours bancaires	470 663,75	605 442,91	- 134 779
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	73 085,33	45 267,00	27 818
. Associés	118 022,57	133 446,70	- 15 424
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 320 397,93	1 105 408,9	214 989
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	162 707,49	94 853,09	67 854
. Organismes sociaux	324 216,74	208 257,30	115 959
. Etat, impôts sur les bénéfices			
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	107 904,18	2 064,00	105 840
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	3 925,00	465,00	3 460
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	73 085,00	133 510,80	- 60 426
Autres dettes	1 429,17	-3 558,00	4 987
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	10 114 511,86	3 852 249,20	6 262 263
Ecart de conversion passif (V)	3 913,53		3 914
TOTAL PASSIF (I à V)	10 424 592,64	7 448 298,16	2 976 293



Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total	
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services	509 788,92		509 788,92	101 750,00	408 039
Chiffres d'affaires Nets	509 788,92		509 788,92	101 750,00	408 039
Production stockée					
Production immobilisée			2 343 216,46	1 540 302,73	802 914
Subventions d'exploitation			150 120,00	256 666,67	-106 547
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			4 726,34	34 574,18	-29 848
Autres produits			395,91	18 508,41	-18 113
Total des produits d'exploitation (I)			3 008 247,63	1 951 801,99	1 056 446
Achats de marchandises (y compris droits de douane)					
Variation de stock (marchandises)					
Achats de matières premières et autres approvisionnements					
Variation de stock (matières premières et autres approv.)					
Autres achats et charges externes			2 362 053,15	2 349 503,84	12 549
Impôts, taxes et versements assimilés			56 000,71	39 369,93	16 631
Salaires et traitements			2 571 347,72	1 805 907,61	765 440
Charges sociales			736 817,34	427 099,09	309 718
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 740 774,99	1 452 202,70	288 572
Dotations aux provisions sur immobilisations					
Dotations aux provisions sur actif circulant				95 000,00	-95 000
Dotations aux provisions pour risques et charges					
Autres charges			321 728,38	156 253,02	165 475
Total des charges d'exploitation (II)			7 788 722,29	6 325 336,19	1 463 386
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-4 780 474,66	-4 373 534,20	-406 940
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun					
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)					
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)					
Produits financiers de participations					
Produits des autres valeurs mobilières et créances					
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et transferts de charges			243 866,02	243 866	N/S
Différences positives de change			4 407,15	4 407	N/S
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement			54,00	3 473,17	-3 419
Total des produits financiers (V)			248 327,17	3 473,17	244 854
Dotations financières aux amortissements et provisions				251 157,89	-251 158
Intérêts et charges assimilés			69 860,02	40 360,32	29 500
Différences négatives de change			4 248,60	2 462,25	1 786
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement					
Total des charges financières (VI)			74 108,62	293 880,46	-219 872
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			174 218,55	-290 507,29	464 726
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-4 606 256,11	-4 864 041,49	57 785

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2016 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2015 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6 100,00		6 100	N/S
Produits exceptionnels sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges	148 046,35		148 046	N/S
Total des produits exceptionnels (VII)	154 146,35		154 146	N/S
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	35 617,46	18 291,07	17 326	94,73
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	243 866,02		243 866	N/S
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		103 046,35	- 103 046	-100
Total des charges exceptionnelles (VIII)	279 483,48	121 337,42	158 146	130,34
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)	-125 337,13	-121 337,42	- 4 000	3,30
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-987 639,69	-728 340,77	- 259 299	35,60
Total des Produits (I+II+V+VII)	3 410 721,15	1 955 275,16	1 455 448	74,44
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	7 154 674,70	6 012 313,30	1 142 361	19,00
RESULTAT NET	-3 743 953,55	-4 057 038,14	313 085	7,72
Dont Crédit-bail mobilier	133 571,24		133 571	N/S
Dont Crédit-bail Immobilier				



Annexes Légales 2016

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2016 dont le total est de 10 424 592,64 euros et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -3 743 953,55 euros, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2016 au 31/12/2016.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2015 au 31/12/2015.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Crédit-bail mobilier
- Engagements financiers
- Accroissements et allègements de la dette future d'impôts
- Rémunérations des dirigeants
- Effectif moyen
- Liste des filiales et participations



REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- la P.C.G. 2014 homologué par arrêté du 8 septembre 2014
- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La BEI a consenti un prêt de 5M€ fin janvier 2016. Une nouvelle levée de fonds de 11,2 M€, avec l'entrée de la CDC, a été réalisée en janvier 2017. Ces deux opérations assureront la continuité d'exploitation jusqu'à la prochaine clôture.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

Immobilisations incorporelles

Tous les frais de constitution, de premier et second établissements, d'augmentation de capital et opérations diverses sont passés en charges sur l'exercice où ils sont engagés.

- Concessions, brevets et droits similaires

Ce poste comprend notamment les brevets et noms de domaine acquis, immobilisés conformément à la réglementation, ainsi que des dépôts de marques auprès des organismes légaux et administratifs en vue de protéger la propriété de ces noms par la Société.

La durée de consommation des avantages économiques qui en sont attendus n'étant pas déterminable à l'acquisition, ces frais de dépôt de marque et d'acquisition de noms de domaine constituent des immobilisations incorporelles non amortissables (Avis CNC n° 2002-07 ; §1.1).

Il comprend aussi des logiciels de gestion (comptabilité et paye) acquis auprès de l'éditeur. Il fait l'objet d'un amortissement à compter de sa date d'acquisition (PCG, art. 331-3 I), sur une durée d'utilisation réelle estimée à 12 mois.

Un logo a été mis en service en 2014. Il contribue, avec d'autres dépenses, au développement de l'image de marque de Qvant.

Enfin, le poste comprend plusieurs développements informatiques mis en service.

Chaque actif est valorisé à son coût de production, c'est-à-dire la somme des dépenses pouvant lui être directement attribué et qui sont nécessaires à la création, la production et la préparation de l'actif afin qu'il soit en mesure de fonctionner selon l'utilisation prévue par la direction (PCG, art. 321-17). Sont donc à prendre en compte dans les immobilisations en cours les coûts :

- de conception détaillée (analyse organique),
- des prestataires techniques ayant contribué au développement et au design des 4 actifs technologiques,
- des salariés spécifiquement affectés à la phase de développement du site : salaires bruts, charges sociales et fiscales,
- de dépôt des brevets,

En sont donc exclus, les coûts indirects liés au fonctionnement de l'entreprise.

- **Immobilisations en cours**

Le compte « Immobilisations en cours » a pour objet de faire apparaître la valeur des immobilisations non terminées à la fin de l'exercice.

Le compte « Immobilisations en cours » comprend quatre actifs technologiques distincts :

Qwant B2C : il s'agit du moteur de recherche grand public en cours de développement. Son amortissement débutera à compter de la mise en ligne publique du site Qwant.com. Les modules en cours de développement à la clôture correspondent principalement au développement de la V3 de Qwant. Ils seront amortis sur une durée de 5 ans, qui correspond au délai estimé d'obsolescence des technologies utilisées.

Qwant B2B : il s'agit des outils de veille et d'identification de prospects mis à disposition des entreprises. Leur amortissement débutera à compter de leur commercialisation. Les modules en cours de développement correspondent à des applications de recherche (API). Ils seront amortis sur une durée de 5 ans, qui correspond au délai estimé d'obsolescence des technologies utilisées.

Qwant B2B-B2C : il s'agit du socle technologique commun au moteur de recherche grand public et aux outils à destination des entreprises. Son amortissement débutera au moment de son utilisation commerciale, c'est-à-dire à la date la plus tôt entre la mise en ligne du site Qwant.com et la commercialisation des outils à destination des entreprises. Il sera amorti sur une durée de 5 ans, qui correspond au délai estimé d'obsolescence des technologies utilisées.

QWANT Social Pleyer : il s'agit d'un outil de communication prêt à fonctionner mais dont le lancement public interviendra postérieurement au lancement des deux offres Qwant explicitées ci-dessus. Il sera amorti à compter de sa mise en service. Il sera amorti sur une durée de 5 ans, qui correspond au délai estimé d'obsolescence des technologies utilisées.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

Agencements, aménagements, installations	de 03 à 10 ans
Matériel de bureau et Informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Immobilisations financières et valeurs mobilières de placements.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Créances et dettes

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Primes liées au capital

Les primes d'émission figurant au bilan représentent la différence entre la valeur nominale des actions émises et le montant des apports reçus en numéraire lors de l'émission de ces actions.

Sont portés aussi dans ces postes :

- les Bons de Souscription d'Actions ;
- les Bons de Souscription de Parts de Créateurs d'Entreprise émis par la société ;
- la prime d'émission d'action consécutive à la conversion des obligations.

Revenus

En 2016, le chiffre d'affaires est principalement issu de la vente de bandeaux publicitaires.

En 2015, le chiffre d'affaires est principalement lié à la mise en place de prestation dédiées : d'une part d'analyse de données web et de mise en place de correctifs ou de recommandations en fonction des besoins de nos clients et d'autre part à des analyses de données liées aux problématiques marketing direct des clients de la société.

Comptabilisation, présentation du CICE

La comptabilisation du CICE a été réalisée par l'option d'une diminution des charges de personnel, crédit d'un sous compte 64 (ANC, note d'information du 28 février 2013).

Ce CICE se traduit par un produit d'exploitation et une créance vis-à-vis de l'Etat de 34 893 euros.

Conformément aux dispositions de l'article 244 quater C du code général des impôts, nous précisons que le CICE ayant pour objet le financement de l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notre entité l'utilise à travers notamment des efforts :

- de formation et de recrutement
- et de reconstitution de leur fonds de roulement.

Engagements de retraite

Les engagements ne sont pas considérés comme significatifs à ce jour et ne sont pas valorisés par conséquent.



INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES POUR DONNER UNE IMAGE FIDELLE***Evénement significatifs intervenus au cours de l'exercice***

L'exercice clos le 31 décembre 2016 a été marqué par les faits suivants :

- Le 29 janvier 2016, la Société a obtenu de la BEI le versement de la première tranche du prêt consenti le 23 décembre 2015, pour un montant de 5.000.000 €.
- La Société a lancé en juin 2016, Qwant Musique eu Midem de Cannes et le browser Qwant-Firefox en juillet 2016.
- A la fin du mois de juillet 2016, et en application du contrat que la Société a passé avec la société Microsoft, la Société a commencé la mise en place d'annonces publicitaires au-dessus des résultats de recherches. Les revenus publicitaires mensuels à fin décembre 2016 représentaient déjà 100.000 US \$.
- En septembre 2016, est entrée en vigueur la convention signée le 22 juillet 2016 avec l'Académie de Versailles permettant à l'ensemble des écoles de l'Académie de bénéficier du moteur de recherches.
- Le 22 décembre 2016, un protocole d'accord a été signé entre la Société et la Caisse des Dépôts et Consignations et ses principaux actionnaires, prévoyant un investissement d'un montant total de 18.613.113,90 € par la souscription d'une augmentation de capital de la Société, cette augmentation de capital étant essentiellement réalisée par la Caisse des Dépôts et Consignations, par la société Axel Springer Digital Ventures GmbH, par Monsieur Alberto Chalon et enfin par Eric Léandri, Quartz Investissements et Pertimm.

Le développement du chiffre d'affaires, grâce notamment à ce financement et à une campagne publicitaire prévue à court terme, vont permettre d'assurer la continuité d'exploitation de la Société.

Evénements postérieur à la clôture

Le 23 janvier 2017, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 19.475 BSA au profit de société Axel Springer Digital Ventures GmbH.

Au cours de l'assemblée générale extraordinaire du 31 janvier 2017, les associés ont :

- constaté l'augmentation du capital social de la société du fait des exercices de BSA et BSPCE intervenus en janvier 2017,
- modifiés la dénomination des actions ordinaires de la Société,
- créé 6 catégories d'actions de préférence, les actions AO2, les actions A1, les actions A2, les actions B1, les actions B2 et enfin les actions EIB,
- converti 105.079 AO1 en actions AO2,
- converti 510.625 actions de préférence de catégorie B en actions AO2,
- converti 262.314 actions AO1 en actions A1,
- converti 127.576 actions de préférence de catégorie B en actions A2,
- augmenté le capital de la Société d'un montant global de 4.013,81 € par création d'actions nouvelles au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations, d'Axel Springer Digital Ventures GmbH, d'Alberto Chalon, de Vittorio Chalon, de Pertimm, d'Eric Léandri, et de Quartz Investissements,
- émis 265.653 BSA tranche 2 exerçable entre le mois de novembre 2017 et le mois la fin du mois de janvier 2018 au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- émis 401.381 BSA rattachés au profit des personnes ayant participé à l'augmentation de capital sus-mentionnée,
- accordé une délégation de compétence au Président à l'effet d'attribuer des BSA-janvier 2017, des BSPCE-janvier 2017, des AGA-2017 et des options-2017 donnant droit globalement à la souscription d'un nombre maximum de 202.798 actions ordinaires.
- Emis 102.500 BSA-BEI 2 au profit de la Banque Européenne d'Investissement,
- Emis 210.594 BSA relatifs au profit de la Caisse des Dépôts et Consignations,
- Emis 45.168 BSA relatifs au profit d'Axel Springer Digital Ventures GmbH,
- Modifié les termes et conditions des BSA-BEI émis le 25 janvier 2016,
- Modifié les statuts en fonctions des décisions précédentes.

Les augmentations de capital mentionnées ci-avant ont été réalisées, et de ce fait, le capital a atteint, ce jour, la somme de 25 058,39€.

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	7 259 050		3 148 625
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions			
Installations techniques, matériel et outillages industriels	54 992		
Autres installations, agencements, aménagements	10 400		
Matériel de transport			
Matériel de bureau, informatique, mobilier	818 768		334 746
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	884 160		334 746
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	363 216		
Autres titres immobilisés	3 000		299 679
Prêts et autres immobilisations financières	26 661		1 829
TOTAL	392 877		301 508
TOTAL GENERAL	8 536 087		3 784 879

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réév. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles	251 340		10 156 335	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels			54 992	
Autres installations, agencements, aménagements			10 400	
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier			1 153 514	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			1 218 906	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		243 866	119 350	
Autres titres immobilisés			302 679	
Prêts et autres immobilisations financières			28 490	
TOTAL		243 866	450 519	
TOTAL GENERAL	251 340	243 866	11 825 760	

- Mises en service

En 2016, les seules mises en service concernent le B2B et l'application I-Phone.

En B2B, la société continue à mettre en service des nouveaux modules pour ses clients et partenaires (OGC Nice, Unicef, -Alout France et Medef).

Le partie Mobile a été intégralement mise en service au 31 décembre 2016 avec la sortie de l'application Qwant pour I-Phone.

Pour mémoire, en 2015, la société a mis en service plusieurs modules ou applications de recherche finalisées et opérationnelles. Les dates de début des amortissements correspondent bien aux dates de mise en service.

En B2B, la société a mis en service pour ses clients/partenaires des nouvelles versions des modules de collecte et d'analyse de graphe social intégrant l'anonymisation, et ce afin de pouvoir fournir des prédictions de comportements d'achat sur la base des informations sociales du Web et des réseaux sociaux.

En B2C ont été mis en ligne les interfaces utilisateurs de QWANT V3 et de QWANT Junior, ainsi que la fonction d'auto-complétion (outil d'aide à la saisie par suggestion d'une liste de mots).

En B2B2C de nouvelles versions des algorithmes de crawl (robot d'indexation) et d'indexation (optimisation des index) ont été mis en service. Ils ont été utilisés pour effectuer les crawls pour QWANT Music et QWANT Junior et produire les index respectifs. Egalement les algorithmes et l'architecture de traitement des news ont été renforcés.

En ce qui concerne Qwant social, une version du module a été adaptée pour une des majors de la musique dans le cadre d'un de ses partenariats. La montée en charge lors de l'opération a permis d'identifier plusieurs points d'amélioration.

- Développements en cours

En 2016, les principaux développements en cours sont les suivants :

Pour le B2C, les efforts de la Société se sont concentrés sur l'optimisation du moteur de recherche avec notamment :

- La détection et la prise en compte des langues régionales
- L'optimisation de la gestion des contenus illicites (projet Pharos du ministère de l'intérieur)
- La mise en place d'outil de communication dynamique sur la page d'accueil Qwant ainsi que l'implémentation d'outil de regroupement de ces services
- Les algorithmes liés aux crawls (robots d'indexation) et aux indexations ont été optimisés pour la mise en place d'une version v2 en janvier 2017.
- le module « news » a été également revu avec un développement lié à la détection de nouvelles « news » et leurs analyses afin de prioriser leur classement.

Pour le B2B, les développements de 2016 non mis en service concernent les optimisations de crawls (robots d'indexation) et d'index ainsi que les outils de test de validation et de compilation de code (commun au B2C).

Pour le B2B2C, les modules Qwant Music, Instant Answer Artist et Qwant Shopping ont été intégralement développés en 2016. La mise en production a eu lieu en janvier 2017.

Pour mémoire en 2015, les principaux développements en cours sont les suivants :

Pour le B2B :

- Finalisation des modules de collecte et d'analyse de graphe social et d'anonymisation
- Développement d'API (interface de programmation applicative)

Pour le B2B2C :

- Amélioration de l'infrastructure d'index du Web généraliste, de l'éducation, de la musique et d'autres thèmes verticaux, ainsi qu'à l'international
- Optimisation des mécanismes de classement des résultats
- Développement la plateforme QWANT fédérant les partenaires et l'écosystème Qwant.

Pour le B2C :

- Poursuite du développement de QWANT, QWANT Junior et QWANT Music et développement de nouveaux verticaux
- Lancement de nouvelles applications de recherche (liée à la cartographie sur le web)
- Monétisation de QWANT avec la publicité. Au moment de sa mise en service, chaque actif technologique passera d'un compte 232 (immobilisation en cours) à un compte 205 (logiciel faisant partie d'un projet de développement).

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres Immobilisations incorporelles	1 809 806	1 583 775		3 393 581
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions				
Installations techniques, matériel et outillages industriels	8 750	7 856		16 606
Installations générales, agencements divers	10 400			10 400
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	444 302	149 144		593 446
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	463 452	157 000		620 452
TOTAL GENERAL	2 273 258	1 740 775		4 014 033

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles	1 583 775				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels	7 856				
Installations générales, agencements divers					
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	149 144				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	157 000				
TOTAL GENERAL	1 740 775				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				



Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	53 114 94 932		53 114 94 932	
TOTAL Provisions	148 046		148 046	
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	363 216 50 000 131 808		243 866 50 000 131 808	119 350 50 000 131 808
TOTAL Dépréciations	545 024		243 866	301 158
TOTAL GENERAL	693 070		391 912	301 158
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles			243 866 148 046	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.



Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	28 490		28 490
Clients douteux ou litigieux	50 000	50 000	
Autres créances clients	338 644	338 644	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	4 541	4 541	
Sécurité sociale, autres organismes sociaux			
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfices	1 860 070	1 860 070	
- T.V.A	312 271	312 271	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés	21 000	21 000	
- Divers	779	779	
Groupe et associés	133 809	133 809	
Débiteurs divers	85 728	85 786	
Charges constatées d'avance	106 418	106 418	
TOTAL GENERAL	2 941 747	2 913 257	28 490
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles	453 276	453 276		
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	470 664	470 664		
- plus d'un an	7 005 799	892 391	5 763 409	350 000
Emprunts et dettes financières divers	73 085	73 085		
Fournisseurs et comptes rattachés	1 320 398	1 320 398		
Personnel et comptes rattachés	162 707	162 707		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	324 217	324 217		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfices				
- T.V.A	107 904	107 904		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	3 925	3 925		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	73 085	73 085		
Groupe et associés	118 023	118 023		
Autres dettes	1 429	1 429		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	10 114 512	4 001 103	5 763 409	350 000
Emprunts souscrits en cours d'exercice	6 867 037			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	1 090 997			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	3 596
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	77 579
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	
TOTAL	81 175

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	29 673
Emprunts et dettes financiers divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	139 587
Dettes fiscales et sociales	232 254
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	401 513

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	106 418	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	106 418	



COMPOSITION DU CAPITAL SOCIAL**Capital et primes**

A la clôture de l'exercice, le capital social se compose de 1 454 257 actions de catégorie 1 entièrement libérées au nominal de 0,01 € et 638 201 actions de catégories 2 (droit de vote double) entièrement libérées au nominal de 0,01 €, soit au total 2 092 458 actions.

L'évolution du nombre et de la valeur des actions depuis le 31 décembre 2015, ainsi que celle du montant du capital et de la prime d'émission est donnée dans le tableau suivant :

	Nombre d'actions	Nominal	Capital	Prime d'émission	Prime d'émission Conv d'oblig	BSA	BSPCE
31 décembre 2015	2 049 331	0,01	20 493	7 123 940	911 088	7 469	67 841
BSPCE janvier 2012 - 1	4 667	0,01	47	0	0	0	0
BSA février 2013 - 3	1 000	0,01	10	990	0	0	0
BSA février 2013 - 400000 (20)	14 554	0,01	146	290 934	0	0	0
BSPCE novembre 2014	4 000	0,01	40	53 560	0	0	0
BSA novembre 2014	2 606	0,01	26	34 894	0	733	0
BSA novembre 2014 Axel Springer	0	0,01	0	0	0	468	0
BSA BEI	0	0,01	0	0	0	0	0
BSA janvier 2016	0	0,01	0	0	0	625	0
BSPCE janvier 2016	16 300	0,01	163	218 257	0	0	1 007
BSA Janvier 2016 AS	0	0,01	0	0	0	217	0
Réaffectation *	0	0,01	0	66 950	0	0	-66 950
Total mouvements de l'exercice	43 127	0	432	665 586	0	2 043	-65 943
31 décembre 2016	2 092 458	0,01	20 925	7 789 526	911 088	9 513	1 898

* Correction d'une erreur d'affectation en 2013

L'évolution du capital social au cours de l'exercice s'explique par l'exercice d'un certain nombre de BSA et de BSPCE.

Primes liées au capital social

A l'issue des mouvements intervenus sur les capitaux propres, le poste primes d'émission se décompose en :

- Primes d'émission d'actions	7 789 526 €
- Prime de conversion d'obligations en actions	911 088 €
- Primes liées au capital social - prix émission des BSA	9 513 €
- Primes liées au capital social - prix émission des BSPCE	1 898 €

Bons de souscription

Les actionnaires ont voté au cours de l'assemblée générale du 9 janvier 2012 l'adoption d'un plan de bons de souscription d'actions (BSA) et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE). L'intégralité des bons votés dans le cadre de ce plan ont été attribués en totalité.

Les actionnaires ont voté au cours de l'assemblée générale du 27 septembre 2012 l'adoption d'un plan de bons de souscription d'actions (BSA) et de bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (BSPCE). L'intégralité des bons votés dans le cadre de ce plan ont été attribués au 31 décembre 2012 : 80 000 BSA et 85 000 BSPCE.

Les actionnaires ont voté au cours de l'assemblée générale du 31 janvier 2013 à autoriser le président à émettre des plans de bons de souscription d'actions (BSA). En vertu de cette autorisation, le président a émis 11 plans dont les caractéristiques sont reprises dans le tableau présentant les plans et leur impact potentiel en matière de dilution.

Les actionnaires ont voté lors de l'assemblée générale du 18 juillet 2014 l'adoption d'un nouveau plan de BSA réservé au nouvel actionnaire entré au capital à cette occasion, Axel Springer.



Le 15 novembre 2015, le Président a, en vertu des délégations de compétence qui lui avaient été consenties par l'assemblée générale du 8 décembre 2014,

- Émis 116.000 BSPCE au profit de salariés et de dirigeants de la Société.
- Émis 75.539 BSA au profit de certaines personnes.
- Émis 47.855 BSA au profit de la société Axel Springer Digital Ventures GmbH.

Au cours de l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016, les associés ont :

- émis 325.921 bons de souscription d'actions au profit de la BEI (les « BSA-BEI ») ;
- supprimé le droit préférentiel de souscription des associés relativement à l'émission des BSA-BEI ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet d'émettre soixante-deux mille cinq cents (62.500) bons de souscription d'actions (les « BSA-janvier 2016 ») au profit de personnes dénommées ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés relativement à l'émission des soixante-deux mille cinq cents (62.500) BSA-janvier 2016 ;
- donné délégation de compétence par l'assemblée générale au Président à l'effet d'émettre cent deux mille deux cents (102.200) bons de souscription de parts de créateurs d'entreprise (les « BSPCE-janvier 2016 ») au profit de personnes dénommées ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés relativement à l'émission des cent deux mille deux cents (102.200) BSPCE-janvier 2016 ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet d'émettre quarante et un mille cent soixante-quinze (41.175) bons de souscription d'actions au profit de la société AXEL SPRINGER DIGITAL VENTURES GmbH (les « BSA-JANVIER 2016-AS ») ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet de supprimer le droit préférentiel de souscription des associés relativement à l'émission des quarante et un mille cent soixante-quinze (41.175) BSA-JANVIER 2016-AS au profit de la société AXEL SPRINGER DIGITAL VENTURES GmbH ;
- donné délégation de compétence au Président à l'effet de prolonger pour une durée de trois ans, jusqu'au 3 juin 2019, le délai d'exercice des cent mille (100.000) bons de souscriptions d'actions à 30 € (les « BSA février 2013-400.000-30 ») exerçables sur trois ans, qui ont été émis conformément à la délégation de compétence accordée lors de l'assemblée générale du 31 janvier 2013 au Président, par une décision du 3 juin 2013 ;

Le 1er juin 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 10 300 BSPCE au profit de Monsieur Remy BOURGANEL, salarié de la Société.

Le 20 juillet 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 14.000 BSPCE au profit de salariés de la Société.

Le 19 septembre 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 62.500 BSA au profit de certaines personnes.

Le 19 septembre 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 21.700 BSA au profit de la société Axel Springer Digital Ventures GmbH.

Le 28 septembre 2016, le Président a, en vertu de la délégation de compétence qui lui avait été consentie par l'assemblée générale extraordinaire du 25 janvier 2016 émis 77.900 BSPCE au profit de salariés de la Société.

Obligations Convertibles

Les actionnaires ont voté au cours de l'assemblée générale du 27 septembre 2012 l'autorisation au Président d'émettre un maximum de 150 000 000 d'obligations convertibles d'une valeur de 0,01 €. Au 31 décembre 2012, date limite de souscription à l'emprunt obligataire, 91 200 000 obligations convertibles ont été souscrites. Elles portent un intérêt de 7% annuel et pouvaient être converties en action au 31 janvier 2013. La conversion est de 1 action pour 1 000 obligations convertibles, soit un prix d'émission de 10€ Euros par action, qui se décompose en 0,01 € de capital et 9,99 € de prime d'émission.

L'ensemble des Obligations Convertibles émises en 2012 ont été converties en action le 31 janvier 2013. Le capital a été augmenté de 912 000 Euros puisque la conversion était de 1 action pour 1000 obligations de 0,01 € et la différence de 12.415,33 € a été portée en prime d'émission.



Plan d'option émis au 31 décembre 2015 et dilution potentielle

Le tableau reprend les plans qui ont encore un impact dilutif au 31 décembre 2016.

Plan	BSA janvier 2012	BSA février 2013 - 400000 (20)	BSA février 2013 - 400000 (30)	BSA février 2013 - 400000 (40)	BSA février 2013 - 400000 (50)
Titres émis	20 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Titres souscrits	20 000	100 000	100 000	100 000	100 000
Titres exercés	6 573	14 554	0	0	0
Titres annulés	0	0	0	0	0
Titre en circulation	13 427	85 446	100 000	100 000	100 000
Prix de souscription	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Prix d'exercice	0,01	20	30	40	50
Dilution potentielle en €	134 €	854 €	1 000 €	1 000 €	1 000 €
Dilution potentielle en %	0,64%	4,08%	4,78%	4,78%	4,78%

Plan	BSA June 2014 54590	BSPCE novembre 2014	BSA novembre 2014	BSA novembre 2014 Axel Springer	BSA BEI
Titres émis	54 590	116 000	75 539	47 855	325 921
Titres souscrits	54 590	116 000	75 539	47 855	325 921
Titres exercés	27 525	9 000	2 606	0	0
Titres annulés	0	2 000	2 250	1 032	0
Titre en circulation	27 065	105 000	70 683	46 823	325 921
Prix de souscription	0,01	0,01	0,01	0,01	0,01
Prix d'exercice	*	13,4	13,4	*	0,01
Dilution potentielle en €	271 €	1 050 €	707 €	468 €	3 259 €
Dilution potentielle en %	1,29%	5,02%	3,38%	2,24%	15,58%

Plan	BSA janvier 2016	BSPCE janvier 2016	BSA Janvier 2016 AS	Total
Titres émis	62 500	102 200	41 175	1 245 780
Titres souscrits	62 500	102 200	21 700	1 226 305
Titres exercés	0	16 300	0	76 558
Titres annulés	0	0	0	5 282
Titre en circulation	62 500	85 900	21 700	1 144 465
Prix de souscription	0,01	0,01	0,01	0,01
Prix d'exercice	13,4	13,4	13,4	N/A
Dilution potentielle en €	625 €	859 €	412 €	11 639
Dilution potentielle en %	2,99%	4,11%	1,97%	55,63%

* Le prix d'exercice de ces options est calculé sur la base de la moyenne des prix d'exercice des autres BSA exercés.

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises	
Ventes de produits finis	
Prestations de services	509 789
TOTAL	509 789

Répartition par marché géographique	Montant
France	19 451
Etranger	490 338
TOTAL	509 789

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-4 606 256	987 640
Résultat exceptionnel (et participation)	-125 337	
Résultat comptable	-3 743 954	

Crédit-bail mobilier

	Installations Matériel Outillage	Autres	Total
Valeur d'origine		913 285,78	
Amortissements :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Dotations de l'exercice		167 475,82	
TOTAL		167 475,82	
Redevances payées :			
- Cumuls exercices antérieurs			
- Exercice		133 571,24	
TOTAL		133 571,24	
Redevances restant à payer :			
- à un an au plus		266 091,24	
- à plus d'un an et cinq au plus		549 673,72	
- à plus de cinq ans			
TOTAL		815 764,96	
Valeur résiduelle :			
- à moins d'un an			
- à un an au plus			
- à plus d'un an et cinq au plus		5 078,46	
- à plus de cinq ans			
TOTAL		5 078,46	
Montant pris en charge dans l'exercice		133 571,24	

Accroissements et allègements de la dette future d'impôts

Accroissements de la dette future d'impôts	Montant
ACCROISSEMENTS	
Provisions réglementées :	
Ecart de conversion passif	3 914
Autres :	
TOTAL	3 914
Allègements de la dette future d'impôts	
ALLEGEMENTS	
Provisions non déductibles l'année de comptabilisation :	
Autres :	
TOTAL	
Nature des différences temporaires	
Amortissements réputés différés	
Déficits reportables	11 663 645
Moins-values à long terme	

Rémunérations des dirigeants

	Montant
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES : - des organes d'administration - des organes de direction - des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	39,6
Agents de maîtrise et techniciens	
Employés	8,8
Ouvriers	
TOTAL	48,4

SUBVENTIONS ET AVANCES REMBOURSABLES

En 2014, la BPI avait accordé à Qwant un prêt à taux 0 en vue de financer le développement de modules complémentaires du moteur de recherche. Qwant avait successivement perçu 350 000 euros et 100 000 euros en 2014 et 2015. Un premier remboursement de 18 750 euros est intervenu en 2016. Les remboursements vont se poursuivre jusqu'en septembre 2019.

La société avait reçu de BPI un préfinancement de son CIR 2013 à hauteur de 293 339 euros. Ce préfinancement a été remboursé en janvier 2016.

La BPI et la région PACA ont conjointement accordé à Qwant un prêt à taux 0, ou Avance Récupérable, en vue de financer le développement d'un module de mise en avant de l'offre touristique en région PACA. Au 31 décembre 2014, Qwant avait perçu 350 000 euros. Un solde de 150 000 euros a été perçu en 2017. Les deux montants devaient être remboursés de mars 2019 à mars 2022.

La COFACE a accordé un contrat d'assurance pour la prospection à l'exportation. En fonction des résultats obtenus, tout ou partie des sommes perçues pourrait être *in fine* remboursées. Les 34 200 euros perçus en septembre 2015 sont considérés comme définitivement acquis et ont été constatés en produit sur 2016. Les 39 000 euros perçus en juillet 2016 sont toujours considérés comme une avance remboursable au 31 décembre 2016.

Dans le cadre d'un appel à projet à sur la protection des données personnelles numériques, la BPI a accordé le 21 septembre 2016 une subvention pouvant aller jusqu'à 200 475 euros, conditionnée à la remise de livrables. Une avance de 60 142 euros a été versée à la société le 12 octobre 2016.

Dans le cadre d'un second appel à projet à sur la protection des données personnelles numériques, la BPI a accordé en octobre 2016 une subvention pouvant aller jusqu'à 115 927 euros, conditionnée à la remise de livrables. Une avance de 34 778 euros a été versée à la société en décembre 2016.

La société a reçu 17 500 de l'Association Nationale Recherche Technologie ; Il s'agit d'une subvention dans le cadre d'une collaboration laboratoire / entreprise pour l'emploi d'un salarié.

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
Social Ventures	171 500	-235 854,34	35%	119 350	0	131 957,89		0	NC	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Les comptes de la société Social Ventures ne sont pas arrêtés à ce jour.